



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions → TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau
Quebec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Rotary Wing Search and Rescue/Recherche et Sauvetage à
Voilure Tournante
455 De la Carrière Blvd - 7SC39
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet Cormorant CH-149	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8485-226481/B	Date 2022-04-25
Client Reference No. - N° de référence du client W8485-226481	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$RWS-002-28649
File No. - N° de dossier 002rws.W8485-226481	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2022-07-26 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Rodricks, Derrick	Buyer Id - Id de l'acheteur 002rws
Telephone No. - N° de téléphone (873) 354-9097 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

**Lettre d'intérêt (LI)/Demande de renseignements (DDR)
Modèle et conseils de gestion**

Cette page sera remplie par Achats et Vente



Flotte d'hélicoptères Cormorant CH-149

Demande de renseignements (DDR)

Demande de soumissions numéro W8485-226481/B

Autorité contractante :

Derrick Rodricks

Direction du programme d'achat d'équipements aérospatiaux

Secteur de l'approvisionnement et du soutien en équipement aérospatial et terrestre

Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense

Services publics et Approvisionnement Canada

Courriel : derrick.rodricks@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Tél. : 873-354-9097



Table des matières

1.	TITRE : AVIS DE CONSULTATION DE L'INDUSTRIE _____	4
2.	OBJECTIF ET CONTENU DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS (DDR) _____	4
3.	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX _____	5
4.	OBJECTIFS DE CETTE CONSULTATION DE L'INDUSTRIE _____	6
5.	PORTÉE DES TRAVAUX ET CONTRAINTES _____	7
6.	ÉCHÉANCIER _____	9
7.	LOIS, ACCORDS COMMERCIAUX ET POLITIQUES GOUVERNEMENTALES _____	9
8.	JOURNÉE DE L'INDUSTRIE ET ENTRETIENS INDIVIDUELS _____	9
	ANNEXE A : QUESTIONS À L'INDUSTRIE _____	A1
	ANNEXE B – FORMULAIRE D'INSCRIPTION _____	B1



1. Titre : Avis de consultation de l'industrie

2. Objectif et contenu de la demande de renseignements (DDR)

- a. Le présent avis fait suite à la lettre d'intérêt LI W8485-226481 concernant la nouvelle entreprise de soutien (ES) pour la flotte d'hélicoptères CH-149 Cormorant, qui a été publiée sur le site Web d'Achats et ventes et fermée le 21 juin 2021.
- b. Le présent avis vise à obtenir les commentaires de l'industrie.
- c. Une consultation de l'industrie aura lieu au cours de la semaine du 9 au 13 mai 2022. Cet événement consistera en une séance plénière virtuelle facultative de deux heures le 9 mai 2022, suivie d'entretiens individuels facultatifs avec Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), le ministère de la Défense nationale (MDN) et Innovation Science Développement économique Canada (ISDEC).
- d. Au cours de la séance plénière, le gouvernement du Canada (GC) décrira la stratégie de soutien proposée et répondra aux questions qui s'y rapportent. Les entretiens individuels permettront de tenir des discussions plus approfondies sur la stratégie et les commentaires de l'industrie à propos des questions particulières soulevées dans cet avis.
- e. Les commentaires écrits doivent être reçus d'ici le 31 mai 2022.
- f. Remarque : Un surveillant indépendant de l'équité agira comme observateur et fournira un avis impartial tout au long du processus de consultation de l'industrie et tout processus éventuel d'appel d'offres et d'évaluation. (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/se-fm/index-fra.html>)
- g. La présente DDR ne constitue pas un appel d'offres ni une demande de propositions (DP). Elle ne donnera pas lieu à une entente ni à un contrat. La présente DDR ne constitue nullement un engagement de la part du GC, et elle n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclamé au Canada. Enfin, elle ne doit pas être considérée comme un engagement à l'égard de la publication d'une demande de soumissions subséquente ou de l'attribution d'un contrat pour les travaux décrits dans les présentes.

- h. Même si les renseignements recueillis peuvent être fournis sous la forme d'information commerciale confidentielle (dans ce cas, ils seront traités en conséquence par le Canada), le Canada peut les utiliser dans le cadre de la rédaction des spécifications fonctionnelles (qui peuvent faire l'objet de modifications) et de la planification budgétaire.
- i. On encourage les répondants à indiquer, dans les renseignements fournis au Canada, tout renseignement qu'ils considèrent comme exclusif, personnel ou appartenant à un tiers. Veuillez noter que le Canada pourrait être tenu par la loi (p. ex. en réponse à une demande formulée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*) de divulguer des renseignements exclusifs ou délicats sur le plan commercial concernant un répondant (pour en savoir davantage : <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/a-1/>).
- j. On demande aux répondants de préciser si leur réponse, ou une partie de leur réponse, est assujettie au *Règlement sur les marchandises contrôlées*.
- k. La participation à la demande de renseignements est encouragée, mais elle n'est pas obligatoire.
- l. Le Canada ne remboursera pas les frais engagés par les répondants pour la participation à la présente DDR.
- m. La date de clôture de la DDR n'est pas la date limite pour présenter des commentaires. C'est donc dire que l'industrie pourra s'exprimer jusqu'à ce que la demande de soumissions soit publiée (le cas échéant).

3. Renseignements généraux

- a. Le MDN a pour mandat de fournir des services de recherche et de sauvetage (SAR) aéronautiques et d'assurer le fonctionnement efficace du système coordonné de la recherche et du sauvetage.
- b. En 1998, les Forces armées canadiennes (FAC) ont fait l'acquisition du CH-149 Cormorant, un aéronef SAR à voilure tournante utilisable dans toutes les conditions météorologiques, dont la durée de vie prévue (DVP) devait s'échelonner jusqu'en 2025. En août 2000, à la suite d'un processus concurrentiel, le groupe IMP a obtenu le contrat de soutien en service (SES), y compris les années d'option, jusqu'en 2025. Le fabricant d'équipement d'origine (FEO) de la cellule (Leonardo) et le FEO du moteur (General Electric) conservent la majorité de la propriété intellectuelle (PI) de la conception. Ils appuient le Canada et son fournisseur de SES en tant que principaux sous-traitants.

- c. La flotte CH-149 comprend actuellement quatorze (14) hélicoptères trimoteurs AW101 de modèle 511, actuellement exploités à partir de trois (3) bases principales de l'Aviation royale canadienne : BFC Comox, BFC Greenwood et BFC Gander. La flotte effectue environ 5 600 heures de vol par an.
- d. Le projet de modernisation à mi-vie du Cormorant est actuellement à l'étape de définition. Son objectif est de moderniser et potentiellement d'augmenter la flotte pour résoudre les problèmes d'obsolescence et de changements réglementaires, notamment par l'amélioration de la capacité de formation afin de permettre des opérations jusqu'à au moins 2042.
- e. Voici la ventilation approximative des coûts du SES actuel :
 - i. Matériel, réparation et révision pour cellules d'avion du FEO : 35 %
 - ii. Entretien, réparation et fonctionnement de la flotte : 20 %
 - iii. Matériel, réparation et révision du moteur du FEO : 10 %
 - iv. Autre matériel/réparation et révision : ≤10 %
 - v. Ingénierie : ≤10 %
 - vi. Publications techniques, informatique et gestion des données : ≤10 %
- f. Dans le cadre de l'initiative de soutien lancée en 2016, les contrats de soutien de la Défense doivent être optimisés pour les quatre principes de soutien : rendement de l'équipement, optimisation des ressources, retombées économiques et souplesse. Une analyse de rentabilité du soutien (ARS) est utilisée pour atteindre cet objectif. Il s'agit d'une méthodologie normalisée qui guide les équipes de soutien pour développer une solution de soutien flexible, évolutive et fondée sur des principes pour le matériel. L'ARS a permis d'examiner la solution actuelle de soutien et de déterminer qu'il y avait possibilité d'optimiser davantage ces quatre principes. Par conséquent, une nouvelle stratégie de soutien est en cours d'élaboration. L'objectif est de passer de la solution de soutien actuelle à la nouvelle solution entre 2024 et 2025.

4. Objectifs de cette consultation de l'industrie

- a. Mesurer l'intérêt de l'industrie envers la nouvelle entreprise de soutien pour le CH-149 et comprendre l'offre de biens et de services reliée à l'industrie;
- b. Acquérir une compréhension plus approfondie des meilleures pratiques et des normes de rendement typiques dans les domaines de la gestion de la flotte de voilures tournantes lourdes et de l'activité de SES;
- c. Recevoir des commentaires sur la nouvelle solution de soutien et l'échéancier;

- d. Mieux comprendre les possibilités de levier économique liées à ce ES. La Politique des retombées industrielles et technologiques (RIT), principal outil dont dispose le Canada pour tirer des avantages économiques des projets d'approvisionnement en matière de défense, s'appliquera à ce marché. Aux termes de la Politique, les entreprises qui se voient attribuer des contrats d'approvisionnement en matière de défense sont tenues de mener des activités au Canada dont la valeur équivaut à celle du contrat.
- e. Obtenir l'avis et les commentaires de l'industrie sur les analyses initiales des options effectuées dans le cadre de ce processus ARS, y compris les résultats contractuels, la portée de la division de l'entreprise, l'approche relative à la demande de soumissions, les groupes de services contractuels et la nature du contrat;
- f. Obtenir l'avis de l'industrie sur les hypothèses et les considérations clés qui devraient être prises en compte lors de l'élaboration de la nouvelle stratégie de soutien au moyen d'analyses des options intermédiaires, d'analyses des options définitives et des détails de la passation de marché. Voici les prochaines étapes du processus d'ARS. Les questions particulières sont présentées à l'Annexe A

5. Portée des travaux et contraintes

- a. Nouvelle stratégie de soutien
 - i. En fonction des analyses initiales des options, le comité de gouvernance de la stratégie d'approvisionnement en matière de défense a approuvé la nouvelle stratégie de soutien suivante.

Domaine de l'analyse des options	Recommandation
Groupement de services contractuels	Contrat de soutien en service unique
Nature du contrat	Combinaison de mesures basées sur le rendement et de mesures transactionnelles
Méthode de la demande de soumissions	Concurrentiel
Intérêts de la sécurité nationale	Aucune exception au titre de la sécurité nationale ne sera demandée

ii. La stratégie de soutien envisagée consiste à mettre en concurrence un seul contrat SES prévoyant les résultats contractuels généraux suivants.

1. Disponibilité des aéronefs prêts pour la mission
2. Fiabilité des aéronefs
3. Efficacité du programme de soutien au Canada
4. Efficience du programme de soutien (limitation et réduction des coûts) au Canada
5. Formation technique à l'équipage du CH-149 de l'ARC

iii. Afin d'obtenir les résultats prévus dans le contrat, il est prévu de confier à un seul entrepreneur SES notamment l'ensemble des travaux suivants :

1. Gestion du programme de soutien
2. Optimisation du programme de soutien
3. Gestion du programme de navigabilité
4. Entretien, réparation, révision et service de première ligne des aéronefs en tant qu'organisme de maintenance accrédité (OMA)
5. S'assurer du soutien des fabricants d'équipement d'origine de la cellule et du moteur (c.-à-d. : recherches et appui techniques, réparations et révisions, etc.).
6. Manipulation de matériel, réparation et révision des éléments suivants : matériel fourni par le gouvernement (MFG); équipement fourni par le gouvernement (EFG) comme l'équipement de soutien pour l'entretien des aéronefs (MSEA) et l'outillage spécialisé.
7. Achat de MFG et EFG pour le compte du GC
8. Soutien logistique intégré
9. Gestion de l'obsolescence
10. Gestion des stocks de matériel dans le système SAP du MDN (SIGRD)
11. Services d'ingénierie en tant qu'organisme technique accrédité (OTA)
12. Formation du personnel du MDN sur la connaissance générale et l'entretien
13. Formation technique de l'équipage basée sur le système
14. Gestion des publications techniques
15. Transition entre les solutions de soutien
16. Exigences de transition pour soutenir et intégrer la modernisation à mi-vie du Cormorant

iv. La nouvelle ES devra prendre en charge une flotte de taille et d'emplacements similaires à ceux décrits à la section 3.c., bien qu'il puisse inclure d'autres emplacements, tels que Trenton en Ontario, et une taille de flotte différente.

- v. La Politique des retombées industrielles et technologiques (RIT), comprenant les exigences obligatoires et cotées de la proposition de valeur (PV), s'appliquera à l'acquisition de la nouvelle solution de soutien. Les engagements relatifs à la PV du soumissionnaire retenu deviendront des obligations contractuelles dans le contrat subséquent.

6. Échéancier

- a. Mai 2021 1^e consultation de l'industrie – Lettre d'intérêt
- b. Mai 2022 2^e consultation de l'industrie – Demande de renseignements
- c. Janvier 2023 3^e consultation de l'industrie – Commentaires sur le projet de demande de propositions
- d. Avril 2023 Affichage de la demande de propositions formelle
- e. Janvier 2024 Attribution du contrat et début de la transition vers la nouvelle entreprise de soutien
- f. Juillet 2025 Capacité complète de l'entreprise de soutien

7. Lois, accords commerciaux et politiques gouvernementales

- a. Voici une liste de lois, d'accords commerciaux et de politiques gouvernementales qui pourraient avoir une incidence sur une demande de soumissions subséquente :
 - i. Accord de libre-échange canadien (ALEC)
 - ii. Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC)
 - iii. *Loi sur la production de défense*
 - iv. Stratégie d'approvisionnement en matière de défense (SAMD)
 - v. Programme des marchandises contrôlées
 - vi. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (PCE-EE)
 - vii. Des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) peuvent s'appliquer

8. Journée de l'industrie et entretiens individuels

- a. Une séance plénière sera organisée pour détailler les exigences opérationnelles et de soutien globales, les résultats contractuels et la nouvelle stratégie de soutien proposée résultant des analyses initiales des options.
- b. Les séances plénières et les entretiens individuels auront lieu en ligne, sur Microsoft Teams.

- c. Veuillez remplir l'annexe B ci-jointe et renvoyer une copie en format PDF® avant le 2 mai 2022 à l'autorité contractante, Derrick Rodricks, par courriel, à l'adresse : derrick.rodricks@tpsgc-pwgsc.gc.ca
- d. Langues : Les présentations seront faites dans les deux langues officielles du Canada. Veuillez indiquer sur votre formulaire d'inscription si vous souhaitez participer à des entretiens individuels en français ou en anglais.
- e. Les liens ainsi que la date et l'heure de la séance plénière et des entretiens individuels seront ensuite communiqués aux participants par courriel.
- f. Tous les participants doivent veiller à avoir un accès fiable à Internet et nous transmettre une adresse courriel pour recevoir les communications.
- g. La participation à cette séance n'est pas obligatoire. Les personnes qui ne participent pas à ce processus de consultation de l'industrie pourront participer aux activités de suivi.
- h. Afin de permettre au plus grand nombre de participants possible d'obtenir un entretien individuel, un maximum de 1 h 15 minutes sera accordé par entretien.
- i. Chaque entretien individuel réunira des représentants du Canada, un surveillant de l'équité et un représentant d'un seul fournisseur.
- j. Calendrier des consultations

Le 9 mai 2022	De 10 h à 12 h HNE Séance plénière De 13 h à 16 h HNE Entretiens individuels
Du 10 mai 2022 au 13 mai 2022	De 9 h à 16 h HNE Entretiens individuels
31 mai 2022	Les commentaires écrits doivent être envoyés à Derrick Rodricks, par courriel, à l'adresse : derrick.rodricks@tpsgc-pwgsc.gc.ca

- k. Au plus tard le 2 mai 2022, l'autorité contractante communiquera directement avec les fournisseurs intéressés qui auront présenté une copie dûment remplie de l'annexe B avant la date limite d'inscription afin de leur transmettre l'état de leurs demandes, le lieu de la Journée de l'industrie ainsi que la date, l'heure et le lieu des entretiens individuels.

- I. Tous les fournisseurs pourront consulter les mises à jour concernant tout nouveau renseignement fourni par le Canada au cours des entretiens individuels ou la nécessité de tenir une consultation supplémentaire de l'industrie sur le site Achats et ventes Canada.



Annexe A : Questions à l'industrie

Les domaines d'enquête suivants sont sélectionnés pour répondre aux objectifs énoncés dans le document principal de l'avis de consultation de l'industrie. Nous vous demandons de nous faire part de vos commentaires dans le plus grand nombre de domaines possible afin d'aider le Canada dans le cadre de son initiative de soutien pour le CH-149 Cormoran.

En examinant ces domaines d'enquête, vous pouvez supposer que les fabricants d'équipement d'origine de moteurs et de cellules coopèrent en offrant des services techniques liés à la propriété intellectuelle qu'ils ont conservée et en gérant les besoins en matière de réparation et de révision du matériel, et que les activités d'entretien, de réparation et de fonctionnement sont menées dans le pays, bien que cela n'empêche pas de fournir des considérations pertinentes sur les accords conclus à l'extérieur du pays. Dans tous les domaines, veuillez fournir des exemples les plus détaillés ou précis possible.

Afin de faciliter l'examen du Canada, nous vous demandons de fournir les références aux paragraphes suivants ainsi que vos commentaires, dans le format de votre choix.

1. Portée

- 1.1. Comment les ressources du gouvernement du Canada, comme l'infrastructure (p. ex. espace de hangar) et les services spécialisés (p. ex. services de ravitaillement en carburant), devraient-elles être intégrées aux exigences des entrepreneurs? L'industrie devrait-elle être obligée de les utiliser? Si cet usage n'est pas obligatoire, comment la portée du travail devrait-elle inclure la flexibilité nécessaire pour tenir compte de la dégradation/des changements de ces ressources au fil du temps?
- 1.2. Comment intégrer la rationalisation des stocks et l'état de préparation dans le contexte de l'accessibilité financière, de la prévisibilité et des intérêts de la sécurité nationale (p. ex. la résilience du soutien en temps de crise).

2. Structure du cadre de gestion du rendement

- 2.1. Comment la responsabilité et l'obligation de rendre compte d'un contrat de SES devraient-elles être structurées entre le maître d'œuvre et les principaux sous-traitants afin de s'assurer que les résultats prévus au contrat, comme des aéronefs SAR en bon état et la limitation/réduction des coûts, soient livrés au Canada de façon continue?
- 2.2. Comment la responsabilisation des principaux sous-traitants pourrait-elle être assurée dans le cadre d'un contrat unique de SES?
- 2.3. Comment mesurer les résultats contractuels globaux pour garantir une répartition claire des responsabilités?
- 2.4. Comment les résultats contractuels doivent-ils être fournis et appliqués dans un contrat unique de SES? Quel pourcentage de l'utilisation des aéronefs est généralement attribué aux vols non liés à la mission (p. ex. les vols de convoyage vers les installations d'entretien)?

- 2.5. À votre avis, quels sont les lieux de travail optimaux pour réaliser les activités d'entretien, réparation et fonctionnement, compte tenu de la taille de la flotte et des lieux d'exploitation?
- 2.6. Comment envisageriez-vous la participation et la responsabilité du MDN dans un contrat unique de SES afin de garantir l'atteinte des résultats souhaités par le Canada? Par exemple, dans quels domaines le Canada devrait-il conserver des responsabilités décisionnelles?
- 2.7. De quels mécanismes contractuels un maître d'œuvre aurait-il besoin pour être habilité à gérer le rendement et les coûts des principaux sous-traitants?

3. Structure de la base de paiement

- 3.1. Quels sont les facteurs qui influencent la marge de l'industrie dans un contrat unique de SES?
- 3.2. Comment la prévisibilité des coûts et des performances peut-elle être assurée par un contrat unique de SES?
- 3.3. Comment l'industrie doit-elle être rémunérée ou incitée dans le cadre d'un contrat unique de SES?
- 3.4. Quelle est la meilleure méthode de paiement pouvant accorder une certaine flexibilité au fil du temps pour réduire les coûts tout en atteignant les objectifs de rendement?
- 3.5. Veuillez fournir des exemples, tirés d'accords commerciaux ou militaires, de structures de base de paiement qui ont réussi à équilibrer la performance, le rapport qualité-prix pour le client tout en maintenant la flexibilité contractuelle.
- 3.6. Que recommandez-vous comme structure de base de paiement? Par exemple : selon les secteurs de service (entretien, ingénierie, gestion du matériel, gestion des publications techniques, etc.); purement fondée sur la réalisation des objectifs de rendement pour les résultats contractuels globaux; regroupée par activités variables ou prévisibles; autre?

4. Récompenses et pénalités

- 4.1. Que faut-il prendre en compte avant de déterminer les récompenses et pénalités appropriées (financières ou non) dans le cadre d'un contrat unique de SES en fonction de la performance?
- 4.2. Quels sont les domaines de travail où les récompenses et les pénalités pourraient être appliquées, efficacement mesurées et suivies en vue d'améliorer le rendement tout en réduisant les coûts? Veuillez fournir des exemples de récompenses et de pénalités qui ont été appliquées avec succès.

5. Durée du contrat

- 5.1. Quelle est votre perception de la structure du contrat? Une période d'exécution ferme avec des options de prolongation, des options en cascade, sans options prédéfinies, ou autre?
- 5.2. Selon vous, quels sont les avantages pour le Canada et l'industrie d'attribuer une seule année d'option dans le cadre d'un concept en cascade (p. ex. 5 ans) et d'attribuer des blocs d'années d'option après la période ferme? Combien d'années devrait compter chaque bloc?

6. Méthode d'évaluation

- 6.1. Exigences obligatoires uniquement ou combinaison d'exigences obligatoires et cotées?
- 6.2. Livrables typiques requis lors de la soumission de l'offre et étendue du contenu (contenu complet ou versions abrégées abordant les domaines clés uniquement au moment de la soumission de l'offre avec achèvement X mois après l'attribution du contrat)?
- 6.3. Méthodes habituelles pour déterminer et justifier les prix fermes, les taux de main-d'œuvre, les taux de majoration et le degré d'apport?
- 6.4. Quand le prix et la justification du prix (prix, taux et degré d'apport) doivent-ils être établis pour les années d'option : une fois lors de la soumission du contrat ou selon une nouvelle base de référence du prix en fonction des années d'option?

7. Modalités contractuelles

- 7.1. Quelle limitation de votre responsabilité acceptez-vous généralement en tant qu'entrepreneur principal ou en tant que sous-traitant?
- 7.2. Quelle garantie l'industrie offre-t-elle généralement pour les travaux achevés et acceptés?

8. Avantages économiques

- 8.1. Quelles sont les activités de soutien précises et la portée générale de l'entreprise, qui serviront de base à l'énoncé des travaux final, qui pourraient être réalisées au Canada? Quel pourcentage de votre offre estimez-vous être du contenu canadien direct?
- 8.2. En quoi les différences entre les règlements et les normes de navigabilité civile (Transports Canada) et militaire (DAST) pourraient avoir une incidence sur votre capacité à travailler au Canada?
- 8.3. Comment cet approvisionnement permettra-t-il d'assurer la croissance à long terme de votre entreprise au Canada?
- 8.4. Quelles sont les principales difficultés que votre entreprise doit relever en général et dans le secteur de l'entretien, réparation et fonctionnement au Canada?
- 8.5. Comment proposeriez-vous d'établir un partenariat avec les fournisseurs canadiens, y compris les PME, pour développer le secteur de la défense du Canada?
- 8.6. Quelles possibilités de recherche et développement explorez-vous actuellement dans le secteur canadien du SES?
- 8.7. Selon vous, quelles possibilités de croissance pourraient positionner votre entreprise et des fournisseurs canadiens en vue d'exportations futures? Veuillez expliquer votre réponse.
- 8.8. Comment votre entreprise surmonte-t-elle les difficultés auxquelles elle est confrontée en matière d'emploi pour attirer des travailleurs compétents et les maintenir en poste?
- 8.9. Veuillez indiquer les possibilités de perfectionnement des compétences et de formation offertes dans le cadre du processus d'approvisionnement. Par exemple, votre entreprise s'engage-t-elle dans les activités ci-dessous ou est-elle en mesure de le faire?
 - 8.9.1. les programmes d'apprentissage;
 - 8.9.2. un nouveau programme ou un programme actuel de perfectionnement des compétences d'un établissement postsecondaire;
 - 8.9.3. d'autres activités qui s'harmonisent aux objectifs des RIT pour le perfectionnement des compétences et la formation.
- 8.10. Comment proposeriez-vous de soutenir les initiatives pangouvernementales visant à soutenir les entreprises dirigées par des Autochtones, des Canadiens noirs et racisés, des femmes, des Canadiens LGBTQ2+ et d'autres groupes sous-représentés?
- 8.11. Comment proposeriez-vous de renforcer et de sécuriser les chaînes d'approvisionnement, y compris votre propre entreprise, pour vous adapter et pour combattre les cyber-risques et les menaces en évolution rapide?

Annexe B – Formulaire d'inscription

Dénomination sociale de la compagnie _____

Adresse de l'entreprise _____

Nom de la personne-ressource _____

Numéro de téléphone _____

Adresse de courriel (Personne-ressource) _____

Souhaitez-vous vous inscrire à un entretien individuel? Oui/Non

Dans l'affirmative, veuillez indiquer votre premier et second choix de plage horaire dans le tableau ci-après :

DATE	Entretien n°	Heure (HNE)	Choix 1	Choix 2	ANGLAIS ou FRANÇAIS
9 mai	1	De 13 h 00 à 14 h 15			
	2	De 14 h 30 à 15 h 45			
10 mai	3	De 09 h 00 à 10 h 15			
	4	De 10 h 30 à 11 h 45			
	5	De 13 h 00 à 14 h 15			
11 mai	6	De 14 h 30 à 15 h 45			
	7	De 09 h 00 à 10 h 15			
	8	De 10 h 30 à 11 h 45			
	9	De 13 h 00 à 14 h 15			
	10	De 14 h 30 à 15 h 45			
12 mai	11	De 09 h 00 à 10 h 15			
	12	De 10 h 30 à 11 h 45			
	13	De 13 h 00 à 14 h 15			
	14	De 14 h 30 à 15 h 45			
13 mai	15	De 09 h 00 à 10 h 15			
	16	De 10 h 30 à 11 h 45			
	17	De 13 h 00 à 14 h 15			
	18	De 14 h 30 à 15 h 45			

Veuillez remplir la liste du participant du tableau suivant pour chaque entreprise :

Nom	Fonction	Organisation	Adresse de courriel